



**PRÉFET  
DU JURA**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Bourgogne-Franche-Comté**

**Arrêté préfectoral portant modification des conditions d'exploitation d'une carrière**

**N° AP-2026-07-DREAL**

**Société FAMY TP**

**Siège administratif :**

SIRET : 90175327700010

415 rue de la poste – Chatillon

01200 VALSERHONNE

**Site d'exploitation :**

Lieu-dit « Les Lavières »

39 350 GENDREY

**N° AIOT :**

00059 01675

**LE PRÉFET DU JURA**

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2515 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2033 du 7 mai 2003 autorisant la société S.A. ROUX, dont le siège social est à Frébuans, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de traitement de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey, au lieu-dit "Les Lavières" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 04-08-2020-003 portant modification de l'arrêté DDAF/IST n° 2003/87 du 2 avril 2013 autorisant un défrichement sur la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2018-45-DREAL du 13 décembre 2018 autorisant la société SAS FAMY, dont le siège social est situé au 415 rue de la Poste à Chatillon-en-Michaille, à se substituer à la société S.A. ROUX pour exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°AP-2022-05-DREAL du 21 janvier 2022 autorisant la société FAMY TP, dont le siège social est situé au 415 rue de la Poste – Chatillon-en-Michaille à Valserhone, à se substituer à la société SAS FAMY pour exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives et une installation de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2025-05-DREAL du 16 janvier 2025 autorisant la société FAMY TP à prolonger l'activité de 3 ans de la carrière située sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu la demande déposée le 24 mai 2025 par la société FAMY TP, complétée en dernier lieu le 5 juin 2025, en vue de prolonger l'activité de la carrière située sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu l'avis de participation du public par voie électronique du 17 novembre 2025 fixant les modalités de la mise à la consultation du dossier, en application au 3° de l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, relatif à la demande de prolongation de la durée d'autorisation de la carrière exploitée par la société FAMY TP sur le territoire de la commune de Gendrey ;

Vu la mise à disposition du dossier au public du 5 décembre 2025 au 19 décembre 2025 par voie dématérialisée sur le site internet de la préfecture du Jura ;

Vu l'absence d'observation du public, lors de la consultation réalisée entre le 5 décembre 2025 au 19 décembre 2025 inclus, sur la boîte fonctionnelle de la préfecture du Jura ;

Vu le rapport du 26 février 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 11 mars 2026 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations du demandeur sur ce projet par courriel en date du 12 mars 2026 ;

Considérant que le site faisant l'objet de modifications est régi par les règles de la procédure d'autorisation environnementale pour l'exploitation d'installations classées relevant de la rubrique n° 2510-1 sous le régime de l'autorisation, de la rubrique n° 2515-1-a sous le régime de l'enregistrement et de la rubrique n° 2517-1 sous le régime de la déclaration ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 mai 2003 modifié susvisé ;

Considérant que la modification de la durée de l'autorisation d'exploitation de la carrière envisagée par la société FAMY TP engendre également une modification du plan de phasage d'extraction, de la cote minimale du carreau et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que l'exploitation de la carrière sera poursuivie au sein du périmètre d'extraction autorisé à ce jour, sans extension et dans les limites du gisement fixées initialement ;

Considérant que la modification de l'installation envisagée par la société FAMY TP ne relève pas des catégories du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications pré-considérées ne sont pas substantielles au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il convient toutefois de préciser les modifications de la durée de l'autorisation d'exploitation, du plan de phasage d'extraction, de la cote minimale du carreau et la mise à jour des garanties financières ;

Considérant que ces prescriptions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura ;

## **ARRÊTÉ**

### **Article 1<sup>er</sup> : Identification**

L'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003, complété par l'arrêté préfectoral n° AP-2018-45-DREAL du 13 décembre 2018, l'arrêté préfectoral n° AP-2022-05-DREAL du 21 janvier 2022 et l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2025-05-DREAL du 16 janvier 2025 autorisant la société FAMY TP, dont le siège social est situé 415 rue de la poste Châtillon à Valserhône, à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux calcaires et une installation de traitement de granulats sur le territoire de la commune de Gendrey (lieu-dit "Les Lavières"), est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

### **Article 2 – Niveaux de production**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 60 000 tonnes avec un maximum de 100 000 tonnes. La production totale autorisée entre la date de signature du présent arrêté et le 7 mai 2030 est de 240 000 tonnes ».

### **Article 3 – Conditions d'exploitation**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 7 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"La présente autorisation est accordée pour une durée de 28 ans à compter de la signature du présent arrêté qui inclut la remise en état complète, avec arrêt de l'exploitation effective 1 an avant l'échéance, soit avant le 7 mai 2030. Les modalités de remise en état sont définies à l'article 8 du présent arrêté".

#### **Article 4 – Garanties financières**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 14 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de signature du présent arrêté jusqu'au 7 mai 2031	146 026	130,3 (décembre 2025)

L'exploitant fournit au préfet un acte de cautionnement solidaire établi selon les dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement et pour un montant mis à jour selon les règles applicables.

#### **Article 5 – Modalités d'extraction**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 17.2 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"L'exploitation de la carrière est prolongée jusqu'au 7 mai 2031, avec l'arrêt d'extraction des matériaux au 7 mai 2030".

#### **Article 6 – Cote minimale du carreau**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"La profondeur d'extraction maximale ne doit pas dépasser le niveau de la cote minimale de carreau de 264,4 m NGF".

#### **Article 7 – Extraction**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 21.2 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"L'exploitation de la carrière est prolongée jusqu'au 7 mai 2031, sur un flanc côté nord-ouest, avec un front ne dépassant pas 15 m de hauteur. Le plan de phasage en annexe 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 modifié est remplacé par le plan de phasage en annexe 1 du présent arrêté".

#### **Article 8 – Modalités de remise en état**

Les prescriptions ci-après complètent celles de l'article 30 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"Le plan de remise en état en annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 est remplacé par le plan de remise en état en annexe 2 du présent arrêté".

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 33 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"Ces travaux sont réalisés à l'avancement tels que prévu par le pétitionnaire dans son plan prévisionnel de phasage en annexe 3 du précédent arrêté, revu dans l'annexe 1 du présent arrêté".

#### **Article 9 – Date de fin de remise en état**

Les prescriptions ci-après se substituent à celles de l'article 34 de l'arrêté préfectoral n° 625-56/2003 du 7 mai 2003 :

"La remise en état du site est achevée six mois avant le terme de l'autorisation, soit avant le 7 décembre 2030".

#### **Article 10 – Notification et publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie de Gendrey dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société FAMY TP.

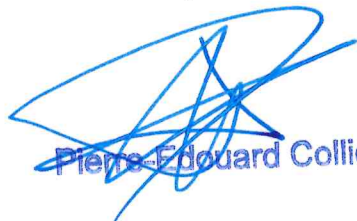
#### **Article 11 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Jura, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le maire de Gendrey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- au maire de la commune de Gendrey ;
- au sous-préfet de Dole,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, à Lons-le-Saunier (unité interdépartementale Jura et Saône-et-Loire).

Fait à Lons-le-Saunier, le **18 MARS 2026**

Le préfet



Pierre-Edouard Colliex

## DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

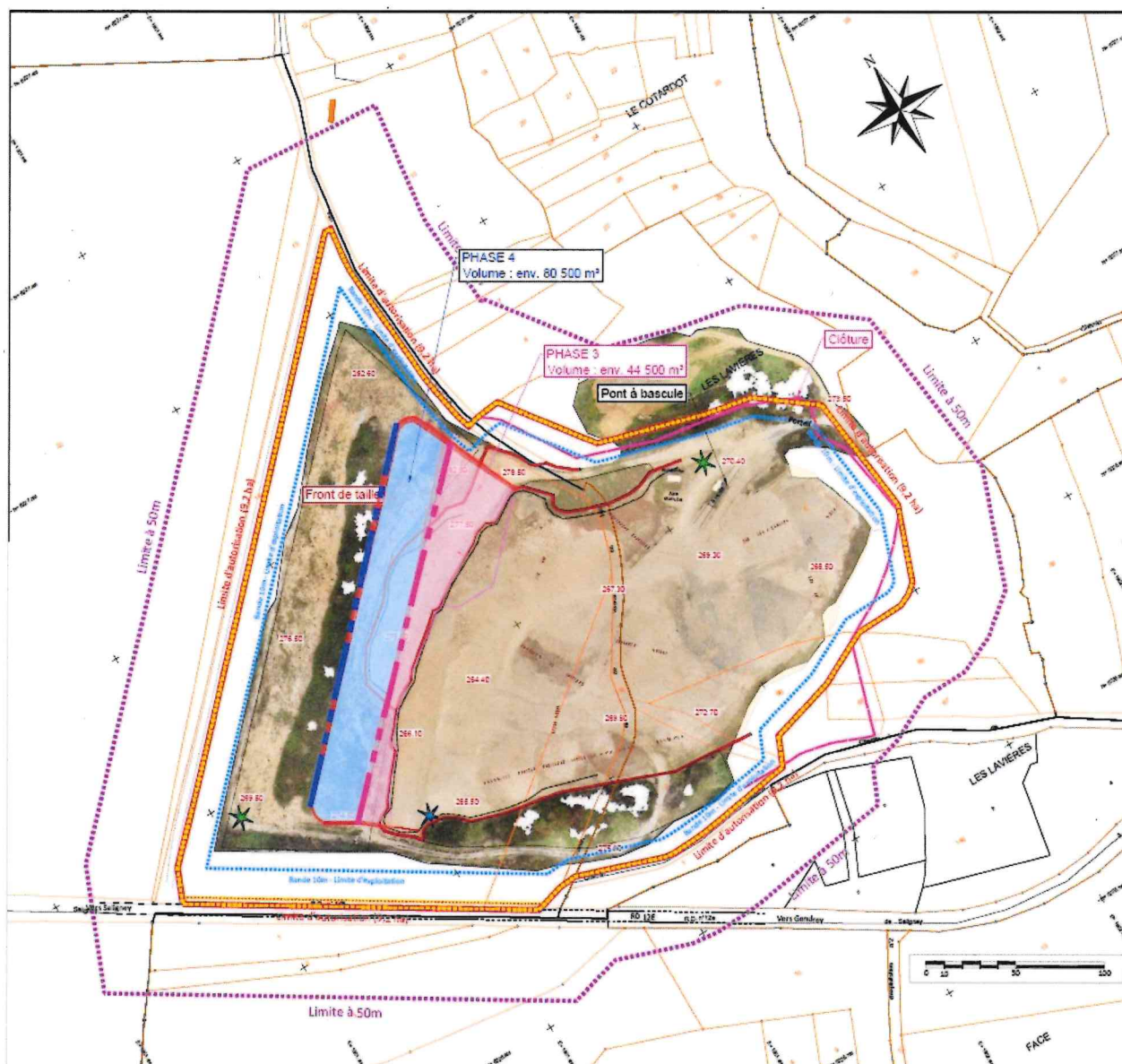
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



## Annexe 1 : Plan de phasage modifié



## Annexe 2 : Plan de remise en état

